
PRISE DE NOTES – CONFERENCE DEBAT :

(Co-organisée à Toulouse par La Ligue de l'Enseignement³¹, Cercle Condorcet du Midi Toulousain, Jeunes du Monde et la Fondation Jean Jaurès) le 28 avril 2015

« LES INEGALITES NE CESSENT DE SE CREUSER ! LA SOCIETE MODERNE PEUT-ELLE REPRENDRE L'INITIATIVE, ET COMMENT ? »

Depuis notes manuscrites, erreurs à prévoir

- ❖ François Dubet, sociologue, auteur de l'ouvrage : "La préférence de l'inégalité : comprendre la crise des solidarités"
- ❖ Gilles Finchelstein : Directeur Général de la Fondation Jean Jaurès, auteur de l'ouvrage : "La dictature de l'urgence".

INTERVENTIONS

François Dubet :

Remise en question de l'hypothèse selon laquelle les inégalités exploseraient en France, c'est faux selon des indicateurs où l'on mesurerait les 10% plus riches contre les 10 % les plus pauvres. La France reste un pays plutôt égalitaire au regard des autres pays, ce qui se joue en France ne relève pas d'une « explosion des inégalités », qui ne se creusent pas tant que ça. La perception des inégalités et leurs réalités ne sont pas deux choses identiques.

Il y a en fait la perception d'un déclin des valeurs de solidarité. Cette solidarité a besoin que nous nous sentions semblables. Plusieurs exemples pour expliciter la thèse selon laquelle nous produirions nous même les inégalités.

- Le séparatisme social : ce n'est pas la faute du capitalisme, nous sommes les propres producteurs de ce séparatisme en choisissant de ne pas habiter certains quartiers. Sur la question des centres-villes stratifiés, ou des quartiers, il y a condamnation et production par les mêmes personnes.
- Les politiques scolaires : toutes depuis 1958, plus ou moins indifféremment des gouvernements, sont des politiques égalitaires (collège unique...). Théoriquement notre système scolaire devrait être égalitaire. Or les enquêtes PISA le montrent, la France est un pays très inégalitaire scolairement. En termes de reproduction sociale, le système français est comparable au système chilien. Cela s'explique par des traditions élitistes, et par le fait que l'on s'arrange pour que ces inégalités se reproduisent (pratique d'évitement scolaire, de choix d'options européennes...)

Il faut se rappeler que des politiques très inégalitaires comme celles menées par Ronald Reagan ou Margaret Thatcher ont été faites dans un contexte démocratique et soutenues par la population. Il y a eu dans les années 90 en France des progrès en terme d'égalité parce qu'il y avait le sentiment de recherche de solidarité qui le permettait.

- ➔ Il y a un développement des inégalités parce qu'il n'y a plus la volonté de l'égalité des autres. **Pour avoir des progrès vers l'égalité il faut une société solidaire, une volonté.** Or ce à quoi on assiste en réalité n'est pas une explosion des inégalités, mais bien **une crise des solidarités.**

Le sentiment de solidarité se fondait sur trois éléments majeurs :

- Le solidarisme : idée qu'on vit dans une ruche, idée durkheimienne d'une société organique, d'une interdépendance. C'est parce que nous produisons pour les autres qu'ils nous doivent quelque chose et inversement. Ce modèle permet d'être « tous embarqués dans le même imaginaire ». Or ce modèle a été renvoyé aux oubliettes. Notamment en raison de la globalisation qui a dissolu les liens organiques de la production dans la société.
- La démocratie : en tant que mise en évidence d'un phénomène de représentation sociale, liée à l'esprit de la Révolution française. Or il y a là une crise de la représentation démocratique.
- La Nation : la nation crée un imaginaire de fraternité commun, l'imaginaire national. Venu supplanter celui de la Religion (tous frères). Aujourd'hui difficile de dire que les Nations sont des groupes culturellement homogènes. Présence de populisme. L'extrême-droite récupère et manipule la laïcité et la gauche reste paralysée, sans réponse. C'est parce que la gauche n'a pas su répondre à ses récupérations qu'elle a « perdu la bataille des idées ».

Il y a donc l'enjeu de reconstruction qui part de ces trois éléments de réponse. Or cela tient à plusieurs volets.

- Reconstruire la confiance démocratique, un si bas niveau est inacceptable.
- **Réinstaurer l'idée qu'il y a un contrat social derrière les transferts sociaux.** En France, 57% du PIB sont prélevés pour organiser 37% de redistribution (environ, incertitude sur ces 37% – prise de notes). Il y a un grand écart entre les niveaux d'inégalités avant et après les redistributions. Mais les mécanismes sont tellement illisibles et obscurs qu'il existe un sentiment général d'être lésé. Il subsiste un état d'aveuglement.
- Ne pas laisser le sentiment patriotique à Nicolas Sarkozy et au Front National. Il faut réaffirmer le droit à la différence mais surtout avant ça le droit à la similitude. Plus observer en quoi l'on est pareil.

➔ Il s'agit en fait de recréer cet imaginaire, pour ne plus perdre la bataille des idées.

Gilles Finchelstein :

Ce qui différencie la démocratie du totalitarisme c'est que la démocratie organise et reconnaît les clivages.

Référence à Gramsci pour développer « le pessimisme de la raison » et « l'optimisme de l'action ».

Partie « pessimisme de la raison » : il y a aujourd'hui le risque de reléguer la question des solidarités dans nos sociétés.

En effet, le clivage droite/gauche, qui se structure autour de la question des inégalités est aujourd'hui de très faible intensité. Ce clivage, qui auparavant couvrait un champ infini dans la société, ne semble plus pertinent. Il est remplacé par un clivage entre le peuple et les élites. Instaurer ce nouveau clivage est la stratégie de toujours de l'extrême-droite, cela devient celle de la droite et de représentants politiques de gauche comme Jean-Luc Mélenchon. Or ce clivage là ne se structure plus autour de l'égalité, mais de l'identité. Pourtant il est préférable que le débat se structure autour de l'égalité que de l'identité.

Partie « optimisme de l'action » :

Il faudrait en parler davantage car c'est une question prioritaire pour nombre de gens. La droite n'en parle plus du tout, le courant de la droite sociale a disparu. La gauche elle-même lui donne une place de moins en moins centrale. Depuis le discours du Bourget la question prend de moins en moins de place.

Or il ne suffit pas d'en parler, il faut repenser en profondeur la question pour sortir de l'impasse technocratique dans laquelle nous sommes. La grande réforme fiscale est dans une impasse de son récit. Il faut repenser les outils, et les objectifs. C'est cette bataille idéologique que la gauche doit mener, pour que la politique ne se

perde plus dans des débats de plus en plus techniques qui n'ont que peu de sens. La question est de retrouver de la hauteur.

QUESTIONS

-QUESTION 1 : FAUT-IL METTRE EN PLACE DES MECANISMES DE DISCRIMINATION POSITIVE ?

François Dubet : c'est tout le débat sur égalité des chances/égalité des conditions. Il vaut mieux privilégier égalité des conditions. Le débat sur les inégalités nécessite de se placer du côté des vaincus de l'égalité des chances, car il faut toujours se rappeler que l'égalité des chances crée des vaincus et des vainqueurs.

Gilles Finchelstein : personne depuis Babeuf ne prône une égalité absolue. Mentionne que compétitivité et égalité sont compatibles.

FD : il faut aussi arrêter de faire croire que le système scolaire français organise une discrimination positive ou met plus de moyens pour les défavorisés. C'est faux, les moyens restent dans les établissements de centre ville, puisque s'y concentrent les professeurs expérimentés (plus haute rémunération donc), les options... Tant que l'on ne réorganisera pas la question de l'affectation des professeurs, on ne fera pas de discrimination positive, c'est sur.

-QUESTION 2 : RETOUR SUR L’AFFIRMATION DE GILLES FINCHELSTEIN, COMPETITIVITE ET EGALITE COMPATIBLES ?

GF : nous ne sommes pas seulement des homo-economicus (cf - Daniel Cohen), nous sommes dans un monde mondialisé et il faut affronter dans ce monde là la concurrence et la compétition. Or contrairement à ce que disent les ultralibéraux, les sociétés les plus égalitaires sont tout à fait compétitives et il est faux d'affirmer le contraire. La concentration des richesses dans une minorité n'est pas bonne pour la compétitivité.

FD : rappeler aussi qu'il est prouvé qu'une société égalitaire a de nombreuses vertus en tout genre. Comparaison Canada et Etats-Unis laissent des conclusions flagrantes en de nombreux domaines. Exemple de la santé : les canadiens vivent plus longtemps en ne concentrant que 11% de leur PIB à la santé alors que les américains vivent moins longtemps en y consacrant 18%. Cela tient au fait que la médecine explique seulement 20% de l'espérance de vie, les conditions de vie font le reste. Ainsi le Canada a une espérance de vie moyenne plus élevée car c'est une société plus égalitaire. A de nombreux points de vue, cela est nécessaire.

QUESTION 3: FRANÇOIS DUBET, PESSIMISTE ?

FD : Il faut réinstaurer de l'économie morale, il faut reparler différemment du contrat et du sentiment patriotique. « Si on laisse ça à ceux d'en face, oui, je suis pessimiste ».

GF : aujourd'hui période d'immenses mutations, peut être « la fin d'un monde ». Cela peut donner le pire et le meilleur, nous sommes aujourd'hui dans la définition de Gramsci de la crise : « *La crise c'est quand le vieux meurt et que le neuf ne peut pas naître, et c'est dans ce clair-obscur que surgissent les monstres* ».

FD : Cela dit, il y a plusieurs façons de regarder. En « regardant le monde d'en haut », tout cela est désespérant. Mais le fait social, le lien social peut rassurer ; quand on va voir en vrai l'existence de solidarité.

QUESTION 4 : COMMENT ETRE PATRIOTE ? QUEL PATRIOTISME ?

GF : il existe une version républicaine et positive de la Nation que nous devons occuper avec nos valeurs au lieu de l'abandonner à la droite et à l'extrême droite.

FD : le sentiment national se fonde sur un imaginaire. Il y a des moyens d'apprendre à vivre ensemble, on n'est pas tous pareil mais ce qui nous lie est plus fort que ce qui nous éloigne. Il faut pouvoir opposer des arguments aux énormités qu'on entend, pour retrouver notre vivre ensemble.